

— MISE AU POINT

Incendies des postes
HT/MT de Nouakchott

5

reproches,
5 réponses point par point



L'ancien DG de la Somelec **conteste les conclusions** de la commission d'enquête

« Contribuer à faire éclore la vérité [...],
sans complaisance ni volonté abjecte de nuire. »

Dr. Sidi Salem Mohamed El Abd

Ancien Directeur général de la Holding Somelec

14.08.2024 – 24.06.2025



Nouadhibou
10 octobre 2026

Mise au point sur les conclusions de la commission d'enquête sur les incendies des postes HT/MT de Nouakchott

Après avoir entendu l'excellente présentation du rapport de la commission d'enquête sur les incendies des deux postes de Nouakchott, caractérisée par une grande clarté, une objectivité technique, j'avoue avoir été surpris par les contradictions notoires, les conclusions incongrues en découvrant mon nom cité dans les responsabilités de ce dramatique et regrettable incident.

Sans vouloir me dérober de toute responsabilité dûment établie dans cet incident, je me dois tout honnêtement d'éclairer l'opinion publique sur les aspects impliquant ma période de gestion de la Holding Somelec.

Nommé à la Direction générale de la Somelec le 14 août 2024, j'ai découvert un Plan d'urgence de 100 jours déjà élaboré par le ministère de l'Énergie, appuyé par la direction générale de la société et des principales directions de production et de la distribution. D'ailleurs mon prédécesseur a eu à assister à quelques réunions préparatoires de cet important et urgent plan de réhabilitation de certaines liaisons conformément aux résultats d'études antérieures réalisées par le bureau ARTELIA.

Les conclusions de la commission m'ont attribué cinq reproches :

1. Les études techniques préalables (APS et APD) n'ont pas été réalisées.

Le plan d'urgence a été entièrement et complètement préparé par le ministère de l'énergie, suite à une volonté politique louable de résorber le déficit d'énergie électrique par un mois d'août de forte chaleur, appuyé par les directions concernées de la Somelec, dans les bureaux du ministère, avant ma nomination à la direction générale de la société. Ce n'est donc pas un projet Somelec, mais un projet ministériel dont certains aspects ont été confiés à la Somelec, sous le sceau de l'urgence. Par ailleurs, les études APS et APD ne sont pas des documents légalement obligatoires mais des référentiels méthodologiques nécessaires pour la consolidation des dossiers d'appel d'offres (DAO). Selon les directeurs techniques concernés, le ministère de l'Énergie a invoqué l'urgence sociale et politique du plan pour passer directement à l'élaboration des DAO, sur la base des données d'études déjà simulées par ARTELIA. En guise de rappel, le DAO de 199 pages pour la réhabilitation des 3 liaisons a été émis le 11 octobre 2024, soit moins de 2 mois après ma nomination. C'est ainsi que le ministère a géré le financement de ce plan, la Somelec n'étant qu'un maître d'ouvrage délégué de fait, mais pas de droit. La configuration et la conception de ce programme a complètement dérogé aux usages et règles généralement adoptés pour ce type de projet.

2. Dispositif de contrôle insuffisant avant la mobilisation d'un ingénieur-conseil.

Cette lacune est inhérente à la conception et à l'élaboration du projet hors des règles classiques connues de la société, à l'instar de toutes les sociétés d'électricité. J'ai très tôt adressé une lettre¹ à Monsieur le Ministre de l'Énergie pour demander le recrutement d'un ingénieur de contrôle et de suivi

des travaux de la réhabilitation des liaisons. Il sera recruté plusieurs mois plus tard, en raison des difficultés d'augmentation du financement du plan d'urgence.

3. Décisions d'attributions injustifiées.

Lesquelles ?

Le lecteur a besoin de savoir quelles décisions liées à ce marché ont été injustifiées, alors que le rapport n'a fait aucune observation sur la procédure de passation de marché scrupuleusement conforme au code de passation des marchés publics.

- Le DAO a été émis le 11 octobre 2024
- Lettre circulaire pour visite des lieux le 11 novembre 2024
- Ouverture des offres le 6 décembre 2024
- Rapport³ de la commission d'évaluation a été approuvé par la CMI le 7 janvier 2025
- Avis d'attribution provisoire du marché à CTM Bat le 7 janvier 2025 et publié le 8 janvier 2025
- Attribution définitive du marché à CTM Bat le 27 janvier 2025
- La CMI donne autorisation au DG de la Somelec de signer le contrat du marché attribué à CTM Bat
- Notification du marché à CTM Bat le 18 février 2025
- Avis d'attribution définitive le 20 février 2025 après signature du contrat par le directeur général de la Somelec et le ministre de l'Énergie.

Tous les procès-verbaux et rapports d'évaluation sont disponibles et même mis en ligne sur le site de la Somelec.

Toute modification ou changement ne peut se conclure sans un avenant établi après autorisation de la CMI, par obligation du parallélisme des formes en termes juridiques.

4. Non-objection au changement du fabricant sans conditions suffisantes pour garantir la conformité du câble à proposer conformément aux obligations contractuelles.

Cette affirmation est incohérente avec les affirmations du président, qui a bien fait référence à la lettre réponse que j'ai adressée à CTM Bat. Le principe est légal et inscrit dans tous les types de contrats et dûment affirmé aussi bien dans le DAO que dans le contrat. Cette lettre² n° 001347 du 14 avril 2025 sera annexée à la présente mise au point. Quand bien même les conditions clairement annoncées seraient remplies, ce changement n'a de valeur juridique qu'après un avenant dûment autorisé par la CMI et signé dans les mêmes formes que le contrat original (DG de la Somelec et ministre de l'Énergie). Les caractéristiques initiales du câble sont clairement mentionnées, et assorties des essais types préalables pour s'assurer de la bonne qualité des équipements fabriqués par les fournisseurs proposés.

5. Autorisation d'une mission pour des essais en usine, avant que la condition des essais types ne soit remplie.

D'abord, les missions sont affectées au directeur général adjoint de la Somelec, et il serait saugrenu d'effectuer une mission sans objectifs clairs : essais types ou caractéristiques du câble original. Le

comble dans ce reproche est que les membres de cette mission n'ont pas été cités, ni leurs objectifs, ni la date précise, ni le lieu de la mission ne sont identifiés.

En conclusion, à la date où je quittais mes fonctions, le 24 juin 2025, la CMI dont j'assurais la présidence n'avait ni reçu de réponses aux conditions inscrites dans la lettre 001347 ni donné son approbation pour un changement du câble objet du contrat avec CTM Bat.

À mon humble avis, ce rapport ne reflète nullement les propos du président de cette commission. En effet, dans son allocution devant le Premier ministre, son président a bien signifié que le câble posé, testé sous vide et mis en charge n'est pas le câble contractuel non seulement par l'origine de sa fabrication mais plus gravement par sa section.

Dès lors, on se doit de se poser les bonnes questions :

1. Qui a réceptionné ce câble aussi bien en usine que sur site ? Aucun nom des membres de cette mission, dont deux sont des cadres du ministère de l'Énergie, n'est cité ni incriminé !
2. Sur la base de quelles caractéristiques de câble ont-ils évalué la conformité aux obligations contractuelles ?
3. Pourquoi la commission ne s'est-elle pas aventurée à voir d'éventuels conflits d'intérêts entre les actionnaires de cette société et tous les responsables dans la chaîne de décision aussi bien des attributions que des réalisations des marchés ?

Je souhaite, par la présente mise au point, avoir contribué à faire éclore la vérité et à s'attaquer aux véritables causes des dysfonctionnements de la Somelec, sans complaisance ni volonté abjecte de nuire.

Nouadhibou, le 10 octobre 2026

Dr. Sidi Salem MOHAMED EL ABD

Ancien Directeur général de la Holding Somelec (14.08.2024 - 24.06.2025)

1. Lettre adressée au Ministre de l'Énergie pour demander le recrutement d'un ingénieur de contrôle et de suivi des travaux du plan ;
2. Lettre réponse à la demande de CTM Bat pour le changement de fabricant du câble ;
3. Attestation de classification présentée par CTM Bat

بيان توضيحي —

حرائق محطات
الجهد العالي والمتوسط
في نواكشوط

5

مآخذ،

5 إجابات نقطة نقطة



المدير العام السابق لشركة صوملك يرد على خلاصات لجنة التحقيق

«المساهمة في إظهار الحقيقة [...]،
دون مجاملة ولا نية سيئة للمساس بأحد.»

د. سيدي سالم محمد العبد

المدير العام السابق للشركة القابضة صوملك

2025.06.24 – 2024.08.14



نواذيبو

10 أكتوبر 2026

بيان توضيحي بشأن خلاصات لجنة التحقيق في حرائق محطات التحويل (جهد عالٍ/متوسط) في نواكشوط

بعد الاستماع إلى العرض الممتاز لتقرير لجنة التحقيق في حريقَي محطّتي نواكشوط، الذي اتسم بقدر كبير من الوضوح والموضوعية الفنية، أَعترف بأنني فوجئت بالتناقضات الجلية والخلاصات غير المنسجمة، حين وجدت اسمي واردًا ضمن المسؤوليات عن هذا الحادث المأساوي والمؤسف.

ودون أن أتصل من أي مسؤولية ثابتة على الوجه الصحيح في هذا الحادث، فإن من واجبي، بكل أمانة، أن أنير الرأي العام بشأن الجوانب المتعلقة بفترة تسييري للشركة القابضة صوملك.

عُيّنَت مديراً عامّاً لشركة صوملك يوم 14 أغسطس 2024، فوجدت خطة استعجالية لمدة 100 يوم أعدتها وزارة الطاقة مسبقاً، بدعم من الإدارة العامة للشركة وأهم مديريات الإنتاج والتوزيع. بل إن سلفي حضر بعض الاجتماعات التحضيرية لهذه الخطة المهمة والعاجلة لإعادة تأهيل بعض الخطوط، وفقاً لنتائج دراسات سابقة أنجزها مكتب ARTELIA.

وقد نسبت إليّ خلاصات اللجنة خمسة مآخذ:

1. عدم إنجاز الدراسات الفنية المسبقة (الدراسة التمهيدية APS والدراسة التفصيلية APD).

أعدت الخطة الاستعجالية كلياً ومن جميع جوانبها من طرف وزارة الطاقة، استجابةً لإرادة سياسية محمودة لسدّ العجز في الطاقة الكهربائية خلال شهر أغسطس شديد الحرارة، وبدعم من المديريات المعنية في صوملك، داخل مكاتب الوزارة، وذلك قبل تعييني على رأس الإدارة العامة للشركة. فهو إذن ليس مشروعاً لصوملك، بل مشروع وزاري عُهد ببعض جوانبه إلى صوملك تحت وطأة الاستعجال. ثم إن دراستي APS وAPD ليستا وثيقتين إلزاميتين قانوناً، وإنما هما مرجعان منهجيان ضروريان لتعزيز ملفات طلب العروض (DAO). وبحسب المديرين الفنيين المعنيين، فقد تذرّعت وزارة الطاقة بالاستعجال الاجتماعي والسياسي للخطة للانتقال مباشرة إلى إعداد ملفات طلب العروض، استناداً إلى معطيات دراسات سبق أن أجرى مكتب ARTELIA محاكاتها. وللتذكير، فقد صدر ملف طلب العروض الخاص بإعادة تأهيل الخطوط الثلاثة، الواقع في 199 صفحة، يوم 11 أكتوبر 2024، أي بعد أقل من شهرين من تعييني. وهكذا تولّت الوزارة تمويل هذه الخطة، ولم تكن صوملك سوى صاحب مشروع منتدّب بحكم الواقع لا بحكم القانون. وقد خرج تصوّر هذا البرنامج وتصميمه كلياً عن الأعراف والقواعد المعتمدة عموماً في هذا النوع من المشاريع.

2. عدم كفاية آلية الرقابة قبل تعبئة مهندس استشاري.

هذا القصور ملازم لتصوّر المشروع وإعداده خارج القواعد التقليدية المعروفة لدى الشركة، على غرار جميع شركات الكهرباء. وقد وجّهت في وقت مبكر رسالة¹ إلى معالي وزير الطاقة أطلب فيها اكتب مهندس لرقابة ومتابعة أشغال إعادة تأهيل الخطوط، ولم يُكتب إلا بعد عدة أشهر، بسبب صعوبات في زيادة تمويل الخطة الاستعجالية.

3. قرارات منح غير مبررة.

أيتها؟

- يحتاج القارئ إلى معرفة أي القرارات المتعلقة بهذه الصفقة كانت غير مبررة، في حين لم يُبدِ التقرير أي ملاحظة على إجراءات إبرام الصفقة، التي جاءت مطابقة بدقة لمدونة الصفقات العمومية:
- صدور ملف طلب العروض يوم 11 أكتوبر 2024؛
- رسالة دورية لزيارة الموقع يوم 11 نوفمبر 2024؛
- فتح العروض يوم 6 ديسمبر 2024؛
- مصادقة لجنة الصفقات (CMI) على تقرير³ لجنة التقييم يوم 7 يناير 2025؛
- إشعار المنح المؤقت للصفقة لشركة CTM Bat يوم 7 يناير 2025، ونشره يوم 8 يناير 2025؛
- المنح النهائي للصفقة لشركة CTM Bat يوم 27 يناير 2025؛
- ترخيص لجنة الصفقات للمدير العام لصوملك بتوقيع عقد الصفقة الممنوحة لشركة CTM Bat؛
- إبلاغ شركة CTM Bat بالصفقة يوم 18 فبراير 2025؛
- إشعار المنح النهائي يوم 20 فبراير 2025، بعد توقيع العقد من طرف المدير العام لصوملك ووزير الطاقة.

وجميع المحاضر وتقارير التقييم متاحة، بل ومنشورة على موقع صوملك.

ولا يمكن إقرار أي تعديل أو تغيير إلا بملحق يُعدّ بعد ترخيص لجنة الصفقات، التزاماً بمبدأ توازي الأشكال من الناحية القانونية.

4. عدم الاعتراض على تغيير المصنّع دون شروط كافية لضمان مطابقة الكابل المقترح

لالتزامات التعاقدية.

يتعارض هذا الادعاء مع تصريحات رئيس اللجنة، الذي أشار صراحة إلى رسالة الرد التي وجّهتها إلى شركة CTM Bat. فالمبدأ قانوني، ومنصوص عليه في جميع أنواع العقود، ومؤكّد بوضوح في ملف طلب العروض وفي العقد على حدّ سواء. وستُرفق هذه الرسالة² رقم 001347 بتاريخ 14 أبريل 2025 بهذا البيان التوضيحي. وحتى لو استُوفيت الشروط المعلنة بوضوح، فإن هذا التغيير لا تكون له قيمة قانونية إلا بعد ملحق مرخّص له حسب الأصول من طرف لجنة الصفقات، وموقّع بنفسه. شكليات العقد الأصلي (المدير العام لصوملك ووزير الطاقة). أما الخصائص الأصلية للكابل فمذكورة بوضوح، ومقرونة بالاختبارات النمطية المسبقة للتأكد من جودة المعدات المصنّعة من طرف الموردّين المقترّحين.

5. الترخيص لبعثة لإجراء اختبارات في المصنع قبل استيفاء شرط الاختبارات النمطية.

أولاً، تُسند البعثات إلى المدير العام المساعد لصوملك، ومن غير المعقول القيام ببعثة دون أهداف واضحة: الاختبارات النمطية أو خصائص الكابل الأصلي. والأغرب في هذا المآخذ أن أعضاء هذه البعثة لم تُذكر أسماؤهم، ولم تُحدّد أهدافها، ولا تاريخها الدقيق، ولا مكانها.

وخلاصة القول، إنه في تاريخ مغادرتي لمهامي، يوم 24 يونيو 2025، لم تكن لجنة الصفقات التي كنت أترأسها قد تلّقت ردوداً على الشروط الواردة في الرسالة رقم 001347، ولا منحت موافقتها على تغيير الكابل موضوع العقد مع شركة CTM Bat.

وفي رأيي المتواضع، فإن هذا التقرير لا يعكس إطلاقاً تصريحات رئيس هذه اللجنة؛ فقد أكد رئيسها بوضوح، في كلمته أمام الوزير الأول، أن الكابل الذي تم تركيبه واختباره دون حمل ثم تشغيله تحت الحمل ليس هو الكابل التعاقدية، لا من حيث مصدر صنعه فحسب، بل والأخطر من ذلك من حيث مقطعه.

ومن ثمّ، يتعيّن طرح الأسئلة الصحيحة:

• من تسلّم هذا الكابل، سواء في المصنع أو في الموقع؟ لم يُذكر اسم أي عضو من أعضاء هذه

البعثة، ومن بينهم إطاران من وزارة الطاقة، ولم يُحمّل أيّ منهم المسؤولية!

• على أساس أي خصائص للكابل قيّموا مطابقته للالتزامات التعاقدية؟

• لماذا لم تُخض اللجنة في احتمال وجود تضارب مصالح بين مساهمي هذه الشركة وجميع

المسؤولين في سلسلة اتخاذ القرار، سواء في منح الصفقات أو في تنفيذها؟

وآمل، من خلال هذا البيان التوضيحي، أن أكون قد أسهمت في جلاء الحقيقة وفي معالجة الأسباب

الحقيقية لاختلالات صوملك، دون محاباة ولا أي نية دنيئة للإساءة.

نواذيبو، في 10 أكتوبر 2026

الدكتور سيدي سالم محمد العبد

المدير العام السابق للشركة القابضة صوملك (14.08.2024 - 24.06.2025)

المرفقات:

1. رسالة موجّهة إلى وزير الطاقة لطلب اكتتاب مهندس لرقابة ومتابعة أشغال الخطة؛

2. رسالة الرد على طلب شركة CTM Bat تغيير مصنّع الكابل؛

3. شهادة التصنيف المقدّمة من طرف شركة CTM Bat.